

CONVOCAION CONSEIL MUNICIPAL

Le Conseil Municipal se réunira en Mairie le 2 octobre 2024, à 20 heures 00.

Ordre du jour :

- Demande d'acquisition d'une partie de la parcelle communale ZE43 par Mr DING.
- Achat plants de vigne pour l'installation d'un vigneron.
- En plus à l'ordre du jour : Adhésion aux contrats d'assurance des risques statutaires du Centre de Gestion 70.
- Questions diverses.

En Mairie, le 24 septembre 2024

CONSEIL MUNICIPAL du 2 octobre 2024

Le Conseil Municipal de cette commune, régulièrement convoqué, s'est réuni au nombre prescrit par la Loi, dans le lieu habituel de ses séances sous la présidence de Monsieur Nicolas VIROT.

Présents : Franck BARRET, Michelle COMBET BLANC, Colette CONTET, Annick GUILLAUMOT, Thomas PARICAUD, Vincent TERREAUX, Aurélien THEVENOT, Nicolas VIROT.

Absents excusés : Bénédicte MAUSSIRE, Lionel VALDENNAIRE.

Absent non excusé : néant

Michelle COMBET BLANC a été élue secrétaire.

➤ **Demande d'acquisition d'une partie de la parcelle ZE43 appartenant à la commune par Mr DING**

Délibération ajournée et reportée à une séance ultérieure.

➤ **33/2024 Achat plants de vigne pour installation d'un vigneron**

Dans le cadre du projet d'installation d'un vigneron sur la commune de Chariez, il est nécessaire de mettre à disposition des terrains communaux plantés en vignes. A cet effet, Mr le Maire présente le devis estimatif de la Pépinière GUILLAUME concernant l'achat de 2 300 plants de vigne Pinot Noir, d'un montant de 5 391.00 € HT, ainsi que les coûts estimatifs pour la plantation, à savoir : 1 625 tuteurs environs 0.50 € HT pièce, 360 piquets à environs 4.50 € HT pièce et 11 bobines de fils 660 € HT, à cela il faudra rajouter le coût de la préparation du terrain.

D'où un coût total estimatif d'environ 10 000 € HT.

Un bail viticole pour la location des terrains.

Après en avoir délibéré, le Conseil Municipal, à l'**unanimité** :

- **AUTORISE** Mr le Maire à signer le devis tel que présenté ci-dessus, ainsi que les achats d'équipements nécessaires à la plantation.

Pour 8

Contre 0

Abstention 0

➤ **34/2024 Adhésion aux contrats d'assurance des risques statutaires du Centre de gestion 70**

- Vu la Loi n° 84-53 du 26 janvier 1984 portant dispositions statutaires relatives à la Fonction Publique Territoriale, notamment l'article 26, non encore codifié,
- Vu l'article L452-30 du code général de la fonction publique,
- Vu le décret n°85-643 du 26 Juin 1985, relatif aux centres de gestion de la fonction publique territoriale,
- Vu le décret n°86-552 du 14 mars 1986 pris en application du deuxième alinéa de l'article 26 (alinéa 2) de la loi n°84-53 du 26 janvier 1984 et relatif aux contrats d'assurances souscrits par les centres de gestion pour le compte des collectivités locales et établissements territoriaux.

•
Le Maire rappelle :

- que la Collectivité a mandaté le Centre de Gestion de la Fonction Publique Territoriale de Haute-Saône afin de négocier un ou plusieurs contrats d'assurance statutaire garantissant une partie des frais laissés à sa charge, en vertu de l'application des textes régissant le statut de ses agents , par application de l'article 26 de la Loi n° 84-53 du 26 janvier 1984 portant dispositions statutaires relatives à la Fonction Publique Territoriale et du Décret n° 86-552 du 14 mars 1986.

Le Maire présente

Les résultats obtenus par le Centre de gestion.

Le contrat a été attribué à la compagnie CNP assurances avec Relyens comme courtier.

Durée du contrat : 4 ans avec une date d'effet au 1er janvier 2025 en capitalisation.

Préavis : contrat résiliable chaque année sous réserve de l'observation d'un préavis de 6 mois.

Tranche ferme : collectivités et établissement de 20 agents et de moins de 20 agents CNRACL :

- Agents titulaires ou stagiaires affiliés à la C.N.R.A.C.L ou détachés :
 - *Risques garantis :*
 - Décès,
 - Congé pour invalidité temporaire imputable au service (CITIS),
 - Longue maladie, maladie longue durée,
 - Maternité y compris congés pathologiques / Adoption / Paternité et accueil de l'enfant,
 - Maladie ordinaire ou temps partiel pour raison thérapeutique sans arrêt préalable à l'expiration d'une période de franchise mentionnée à l'acte d'engagement,
 - Temps partiel pour raison thérapeutique consécutif à un arrêt, mise en disponibilité d'office pour raison de santé, infirmité de guerre, allocation d'invalidité temporaire,

- Maintien du demi-traitement pour les agents ayant épuisé leurs droits à prestations.
- **Conditions : Taux de 7,99%** avec une franchise ferme de 15 jours par arrêt en maladie ordinaire. Il est à noter une diminution du taux au regard de la période précédente (8,53% en 2024).

Et

- Agents titulaires ou stagiaires non affiliés à la C.N.R.A.C.L ou détachés et agents non titulaires de droit public :
 - **Risques garantis :**
 - Congé pour invalidité temporaire imputable au service (CITIS)
 - Grave maladie,
 - Maternité (y compris congés pathologiques) / Adoption / Paternité et accueil de l'enfant,
 - Maladie ordinaire à l'expiration d'une période de franchise mentionnée à l'acte d'engagement,
 - Reprise d'activité partielle pour motif thérapeutique.
 - **Conditions : Taux de 1,10 %** avec une franchise ferme de 15 jours par arrêt en maladie ordinaire. Il est à noter un maintien du taux au regard de la période précédente.

La convention de gestion entre la collectivité et le CDG70 qui détaille, entre autres, les missions et le rôle de chacune des parties.

- que le Centre de Gestion réalise une mission facultative. Il assure l'interface entre la collectivité et l'assureur. Il est l'interlocuteur privilégié des adhérents des contrats et le tiers de confiance des parties en présence tout au long de la période contractuelle.
- que le Centre de Gestion réalise notamment les missions suivantes :
 - Souscription et suivi de l'exécution des contrats d'assurance :
 - Réalisation d'un marché public de prestations de services assurances,
 - Suivi de l'exécution du contrat notamment par le contrôle de la gestion dudit contrat et des statistiques,
 - Mise en place de mesures de suivi et d'accompagnement,
 - Étude et validation des aménagements postérieurs éventuels des contrats (renégocie, le cas échéant, les conditions avec le titulaire ou relance le marché).
 - Éléments statistiques :
 - Vérification des dossiers statistiques,
 - Suivi de l'évolution de la sinistralité,
 - Diffusion d'informations statistiques relatives à la sinistralité, Alertes en cas de dégradation de la sinistralité.
 - Relations avec les collectivités :
 - Informations et échanges permanents avec les adhérents,
 - Suivi administratif des adhésions et souscriptions,
 - Assistance et conseils aux adhérents notamment sur l'utilisation de leur contrat,

- Médiation auprès de l'assureur (intervention en cas de désaccord, de difficulté de prise en charge...),
 - Organisation de journées de formation et d'information,
 - Envoi de documents concernant les contrats.
- **que cette mission facultative réalisée par le Centre de gestion sera financée par la Collectivité à hauteur de 1 % de la cotisation perçue par l'Assureur. Ce pourcentage sera figé sur toute la durée du contrat et concernera exclusivement le contrat CNRACL. Toutefois, il sera appliqué un forfait qui variera selon le montant de la cotisation calculée en fonction de la prime d'assurance :**

Montant de la cotisation	Forfait
10€ < cotisation ≤ 15€	15 €
5€ < cotisation ≤ 10€	10 €
0€ < cotisation ≤ 5€	5 €

Au-delà de 15 €, la cotisation sera égale à celle liée à l'application du taux sur la prime d'assurance.

Le rapport du Maire étant entendu,

Les membres du conseil municipal, après en avoir délibéré, à l'unanimité :

Décident d'accepter la proposition faite par la compagnie CNP Assurances par l'intermédiaire de Relyens,

Décident d'adhérer à la « convention de gestion d'assurance risques statutaires » proposée par le Centre de gestion de la Haute-Saône,

S'engagent à inscrire les crédits nécessaires au budget ou précisent que les crédits sont inscrits au budget,

Autorisent Monsieur le Maire à signer tout document utile afférent à ce dossier.

Pour 8

Contre 0

Abstention 0

➤ Questions diverses

Franck BARRET	Michelle COMBET BLANC	Colette CONTET	Annick GUILLAUMOT
Bénédicte MAUSSIRE ABSENTE EXCUSEE	Thomas PARICAUD	Vincent TERREAUX	Aurélien THEVENOT
Lionel VALDENNAIRE ABSENT EXCUSE	Nicolas VIROT		